



CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

COMPTE RENDU INTÉGRAL
AVEC
COMPTE RENDU ANALYTIQUE TRADUIT
DES INTERVENTIONS

INTEGRAAL VERSLAG
MET
VERTAALD BEKNOPT VERSLAG
VAN DE TOESPRAKEN

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN EN DE
BEGROTING

Mercredi
09-10-2013
Matin

Woensdag
09-10-2013
Voormiddag

N-VA	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	Parti Socialiste
CD&V	Christen-Democratisch en Vlaams
MR	Mouvement réformateur
sp.a	socialistische partij anders
Ecolo-Groen!	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen!
Open Vld	Open Vlaamse Liberalen en Democraten
VB	Vlaams Belang
cdH	centre démocrate Humaniste
FDF	Fédéralistes démocrates francophones
LDD	Lijst Dedecker
INDEP-ONAFH	Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications :		Afkorting bij de nummering van de publicaties :	
DOC 53 0000/000	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000	Parlementair stuk van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral (couverture verte)	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral définitif et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (op beigeleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants	Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
Commandes :	Bestellingen :
Place de la Nation 2	Natieplein 2
1008 Bruxelles	1008 Brussel
Tél. : 02/ 549 81 60	Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74	Fax : 02/549 82 74
www.lachambre.be	www.dekamer.be
e-mail : publications@lachambre.be	e-mail : publicaties@dekamer.be

SOMMAIRE

Question de M. Olivier Destrebecq au secrétaire d'État à la Lutte contre la fraude sociale et fiscale, adjoint au premier ministre, sur "les résultats de la section de recherche de l'administration fiscale" (n° 19618) 1

Orateurs: **Olivier Destrebecq, John Crombez**, secrétaire d'État à la Lutte contre la fraude sociale et fiscale

Question de M. Theo Francken au secrétaire d'État à la Lutte contre la fraude sociale et fiscale, adjoint au premier ministre, sur "la fraude fiscale pratiquée par la reine Fabiola concernant la villa Astrida" (n° 18279) 3

Orateurs: **Theo Francken, John Crombez**, secrétaire d'État à la Lutte contre la fraude sociale et fiscale

Question de M. Benoît Drèze au secrétaire d'État à la Lutte contre la fraude sociale et fiscale, adjoint au premier ministre, sur "les recettes de la lutte contre la fraude fiscale" (n° 19855) 6

Orateurs: **Benoît Drèze, John Crombez**, secrétaire d'État à la Lutte contre la fraude sociale et fiscale

INHOUD

Vraag van de heer Olivier Destrebecq aan de staatssecretaris voor de Bestrijding van de sociale en de fiscale fraude, toegevoegd aan de eerste minister, over "de resultaten van de opsporingsafdeling van de belastingadministratie" (nr. 19618) 1

Sprekers: **Olivier Destrebecq, John Crombez**, staatssecretaris voor de Bestrijding van de sociale en de fiscale fraude

Vraag van de heer Theo Francken aan de staatssecretaris voor de Bestrijding van de sociale en de fiscale fraude, toegevoegd aan de eerste minister, over "de belastingontwijking van koningin Fabiola met betrekking tot villa Astrida" (nr. 18279) 3

Sprekers: **Theo Francken, John Crombez**, staatssecretaris voor de Bestrijding van de sociale en de fiscale fraude

Vraag van de heer Benoît Drèze aan de staatssecretaris voor de Bestrijding van de sociale en de fiscale fraude, toegevoegd aan de eerste minister, over "de opbrengst van de strijd tegen de fiscale fraude" (nr. 19855) 6

Sprekers: **Benoît Drèze, John Crombez**, staatssecretaris voor de Bestrijding van de sociale en de fiscale fraude

COMMISSION DES FINANCES ET
DU BUDGETCOMMISSIE VOOR DE FINANCIËN
EN DE BEGROTING

du

van

MERCREDI 9 OCTOBRE 2013

WOENSDAG 9 OKTOBER 2013

Matin

Voormiddag

Le développement des questions et interpellations commence à 11.15 heures. La réunion est présidée par M. Georges Gilkinet.

De behandeling van de vragen en interpellaties vangt aan om 11.15 uur. De vergadering wordt voorgezeten door de heer Georges Gilkinet.

01 Question de M. Olivier Destrebecq au secrétaire d'État à la Lutte contre la fraude sociale et fiscale, adjoint au premier ministre, sur "les résultats de la section de recherche de l'administration fiscale" (n° 19618)

01 Vraag van de heer Olivier Destrebecq aan de staatssecretaris voor de Bestrijding van de sociale en de fiscale fraude, toegevoegd aan de eerste minister, over "de resultaten van de opsporingsafdeling van de belastingadministratie" (nr. 19618)

01.01 Olivier Destrebecq (MR): Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'État, j'ai déjà eu l'occasion à plusieurs reprises de souligner la nécessité de traquer les fraudeurs, qu'ils soient sociaux ou fiscaux d'ailleurs. C'est un élément essentiel sur lequel il n'est plus nécessaire de revenir.

Toutefois, cette traque aux fraudeurs doit se faire de manière équitable, rationnelle et surtout dans les limites de la loi. Tous les pouvoirs ne sont pas attribués à l'administration et il importe que les efforts fournis par les contrôleurs fiscaux ne se concentrent pas uniquement sur les mêmes; je pense en particulier aux indépendants.

Il est naturel que les contrôles portent dans un premier temps sur l'exactitude des données rentrées par les contribuables; c'est le bon sens même.

Cependant, il est peut-être encore plus important qu'une chasse active soit menée à l'encontre des personnes qui font tout pour rester inconnues de l'administration fiscale, ces personnes qui échappent à l'impôt direct ou encore à la TVA et dont l'activité réalisée au noir engendre une concurrence déloyale vis-à-vis des entreprises qui ont pignon sur rue.

Il me revient que la section de recherche qui traque ces fraudeurs ne disposerait pas des moyens nécessaires à l'obtention de bons résultats, en ce compris en termes de formation des contrôleurs.

Je souhaiterais dès lors connaître, monsieur le secrétaire d'État, l'évolution annuelle du nombre de dossiers ouverts et du nombre de dossiers clôturés positivement par la section de recherche au cours de ces cinq dernières années. C'est une question parmi tant d'autres mais je pourrais aussi vous demander quel est votre sentiment sur les

01.01 Olivier Destrebecq (MR): Sociale en fiscale fraudeurs moeten absoluut worden opgespoord, maar wel op een billijke manier. De administratie mag dus niet alleen op de zelfstandigen focussen. Ze moet de juistheid van de aangiften van de belastingplichtigen controleren, maar moet ook op zoek gaan naar wie zich verschuilt voor de administratie en belastingen ontduikt, want met zwartwerk doet men de eerlijke bedrijven oneerlijke concurrentie aan.

De dienst die dat type van fraude moet opsporen, zou niet over de nodige middelen beschikken om goede resultaten te boeken. Hoeveel dossiers heeft de opsporingsdienst de voorbije vijf jaar per jaar geopend en met positief gevolg afgesloten? Wat vindt u van de toegekende middelen? Zijn er problemen in die dienst? Schort er wat aan de personeelsbezetting, de werkmiddelen of de opleidingen, of werkt de dienst efficiënt?

moyens alloués. Un problème se pose-t-il réellement dans cette section? Existe-t-il un manque de formation, d'effectifs et de moyens ou estimez-vous que cette cellule fonctionne efficacement, et ce afin que le travail fourni soit juste pour toutes les entreprises?

01.02 John Crombez, secrétaire d'État: Monsieur le président, cher collègue, votre question est très intéressante. J'attire ici l'attention sur le fait qu'elle est plus complète que celle qui avait été introduite.

Pour ce qui concerne les chiffres, en 2009, un peu plus de 17 000 enquêtes ont été menées. En 2010 et 2011, il est question de plus de 21 000 enquêtes. En 2012, un peu plus de 16 000 enquêtes ont été menées. Pour 2013, pour la période allant de janvier à la mi-septembre, un peu plus de 17 000 enquêtes ont été effectuées. Le nombre des enquêtes est donc variable. La difficulté est de savoir ce que l'on entend par "dossiers clôturés positivement".

J'en arrive ainsi à la seconde partie de votre question. Il faut se demander si ce service, qui est loin d'être petit, est suffisamment efficace au niveau de la totalité des actions menées.

Dans votre question, vous faites référence aux personnes qui mettent tout en œuvre pour rester inconnues et à l'impact de la concurrence déloyale. Je partage tout à fait votre point de vue à ce sujet. Quand il est question d'efficacité, il faut, tout d'abord, éviter toute possibilité de rester inconnu. Je fais notamment référence à la récente loi qui annule les chiffres des PME dans la Banque-Carrefour des Entreprises quand les comptes annuels ne sont pas déposés. En deux mois et demi, 90 000 entreprises ont fait l'objet d'une annulation. Par ailleurs, à en croire les journaux, des entreprises peuvent être achetées, notamment pour commettre des abus et tenter de rester caché. Comme je viens de le dire, il faut réduire les possibilités de rester caché. Il faut également, et avant tout, assurer une coordination et une bonne formation. J'ai rencontré quelques personnes appartenant à ce service, notamment lors de ma participation aux contrôles. Au niveau de la formation, il faut que la tâche soit très bien décrite et que les choses se fassent en coordination avec les mesures prises au niveau de la gestion du risque, etc., et même par l'ISI dans le cadre d'un *service level agreement*. C'est à ces conditions que nous pourrions réellement assurer une meilleure efficacité. Autrement dit, il faut mobiliser les différents services avec des gens qui ont des objectifs très clairs. Il faut s'attaquer aux plus grands abus qui ont un impact sur la concurrence déloyale. L'objectif est très bien décrit, mais l'analyse des risques doit être faite en collaboration avec d'autres services comme l'ISI et éventuellement les inspections sociales. Il s'agit, en tout cas, d'un sujet dont je souhaite discuter avec le ministre des Finances.

En effet, le problème est cette situation double: je suis compétent pour une facette, mais pas pour l'autre, c'est-à-dire le service. Voilà qui mérite une discussion avec le ministre des Finances.

01.03 Olivier Destrebecq (MR): Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'État, je vous remercie. Je me suis emballé en entendant que la clé du succès serait une collaboration avec le ministre des Finances afin de croiser l'efficacité des uns et des autres.

01.02 Staatssecretaris John Crombez: Het jaarlijkse aantal opsporingsdossiers schommelde in de periode 2009-2012 tussen de 16 000 en de 21 000. Tussen januari en midden september 2013 werden er 17 000 opsporingen verricht. Het aantal schommelt dus, maar de resultaten zijn wel positief.

Ik deel uw mening over diegenen die alles in het werk stellen om onbekend te blijven en daarmee oneerlijke concurrentie in de hand werken. Zij moeten opgespoord worden. Ik verwijs naar de wet over de doorhaling in de Kruispuntbank van Ondernemingen van kmo's die geen jaarrekeningen indienden. In tweeënhalve maand tijd werden er 90 000 bedrijven doorgehaald.

Er moet ook coördinatie zijn tussen de diensten en opleiding worden georganiseerd. Wat opleiding betreft, moet de opdracht duidelijk worden omschreven en een en ander moet worden afgestemd op de maatregelen die werden genomen inzake risicobeheer enz., ook door de BBI via een *service level agreement*.

De verschillende diensten moeten worden ingezet op basis van heel duidelijke doelstellingen en de grootste vormen van misbruik, die oneerlijke concurrentie in de hand werken, moeten worden aangepakt. De risicoanalyse moet samen met andere diensten (BBI en sociale inspectiediensten) worden gemaakt.

Ik wil het daar nog met de minister van Financiën over hebben.

01.03 Olivier Destrebecq (MR): De samenwerking met de minister van Financiën en de aftoetsing aan de gegevens waarover hij

Deuxièmement, lorsqu'il est question de dossiers ouverts et de dossiers clôturés, il est important de savoir si les dossiers ouverts, c'est-à-dire qui ont présenté des présomptions de..., recelaient une fraude réelle ou non: ils auraient pu avoir été ouverts suite à un excès de zèle, à une dénonciation ou la mise en branle de divers mécanismes ayant suscité l'attention de vos services administratifs.

Enfin, selon moi, la formation doit effectivement être mise en évidence. Néanmoins, je me permets d'insister: certains dossiers me reviennent comme ayant été ouverts par "excès de zèle". Certaines sociétés sont contrôlées chaque année, voire plusieurs fois, durant une période de cinq ou six ans alors que d'autres ne le sont jamais durant cette même période. Nous sommes alors en droit de nous poser la question du véritable objectif *in fine*.

Merci de rester attentif au problème. L'élément primordial pour l'efficacité reste le croisement avec les données à disposition du ministre des Finances.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

02 Vraag van de heer Theo Francken aan de staatssecretaris voor de Bestrijding van de sociale en de fiscale fraude, toegevoegd aan de eerste minister, over "de belastingontwijking van koningin Fabiola met betrekking tot villa Astrida" (nr. 18279)

02 Question de M. Theo Francken au secrétaire d'État à la Lutte contre la fraude sociale et fiscale, adjoint au premier ministre, sur "la fraude fiscale pratiquée par la reine Fabiola concernant la villa Astrida" (n° 18279)

02.01 Theo Francken (N-VA): Mijnheer de staatssecretaris, als ik mij niet vergis, is dit de eerste keer dat ik u ondervraag. Binnenkort stel ik u een vraag over de fiscale constructie van een vakbond, maar daar zal ik nog even mee wachten.

Vandaag wil ik het hebben over villa Astrida. Ik heb begrepen dat koningin Fabiola een aantal dingen geprobeerd heeft maar teruggefloten is, onder andere door de regering, door de koning, en vooral ook door de publieke opinie, die vragen had bij wat zij zoal uitspookte in de jongste acht maanden.

Koningin Fabiola heeft villa Astrida, het vakantieverblijf van haar en koning Boudewijn in Motril, ondergebracht in een Spaanse stichting. Zo kan de familie van de koningin er na haar dood van genieten zonder er enorme successierechten voor te betalen. Juridisch blijkt dit perfect legaal, maar het roept wel vragen op inzake de financiën van koningin Fabiola, vooral als men er rekening mee houdt dat zij al jaren een eigen dotatie krijgt. In januari ontstond gelijkaardige opschudding inzake het Fons Pereos, dat intussen opgeheven is.

Mijnheer de staatssecretaris, u bent meestal fors in uw bewoordingen over de grens tussen fiscale fraude en fiscale optimalisatie. Die grens is niet altijd duidelijk, dat weet iedereen. Mijn vraag is wat u vindt van het feit dat door de opheffing van het Fons Pereos en de opname ervan in het Fons Astrida de successierechten in Brussel ontdoken worden?

Blijkbaar is de koningin-weduwe hardleers. Haar dotatie is twee keer

beschikt, vormen de kern van het probleem. Ten tweede is het belangrijk te weten of er in de dossiers die geopend werden op grond van een vermoeden van fraude wel degelijk van fraude sprake was. Sommige dossiers zouden immers geopend zijn door 'overijverige' ambtenaren, wat de vraag naar het werkelijk beoogde doel doet rijzen. Ten slotte moet het belang van de opleiding in het licht worden gesteld.

02.01 Theo Francken (N-VA): La reine Fabiola a placé la Villa Astrida, son lieu de villégiature, dans une fondation espagnole pour que sa famille ne doive pas verser des droits de succession vertigineux sur ce bien après sa mort. S'il paraît tout à fait légal sur le plan juridique, ce montage appelle bien sûr quelques questions, en particulier si l'on se rappelle les remous qu'avait provoqué le Fons Pereos. La reine veuve est manifestement têtue. Sa dotation a été notablement réduite après l'émoi suscité par cette précédente affaire et elle ne dispose plus de personnel. Elle a ainsi été réellement sanctionnée.

Que pense le secrétaire d'État de cette nouvelle construction et de cette évasion fiscale en matière de droits de succession?

naar beneden gehaald, van 1,5 miljoen euro eerst naar 900 000 euro en vervolgens naar 400 000 euro. Zij is echt gestraft. Zij is ook de enige die geen personeelsleden ter beschikking krijgt. Daar hebben wij gisteren over gediscussieerd in dit Parlement. Alle leden van de koninklijke familie krijgen minstens één iemand. Zelfs prins Laurent krijgt iemand ter beschikking. Koningin Fabiola moet echter bloeden, en dat is deels terecht, al getuigt het tegelijkertijd van een hypocriete houding daar prins Laurent op basis van wat hij in het verleden heeft gedaan ook wel een sanctie behoeft. Die krijgt echter een dotatie tot het einde van zijn dagen. Maar goed, daar zal ik het nu niet over hebben.

Mijn vraag is: wat is uw oordeel, vanuit uw functie, en natuurlijk ook als politicus, over deze constructie?

02.02 Staatssecretaris **John Crombez**: Mijnheer Francken, het is inderdaad de eerste keer dat u mij ondervraagt. Wij hebben nochtans veel onderwerpen gemeen op het publieke forum. Ik ben trouwens blij dat u een aangepaste das draagt. Ik ken daar de achtergrond van.

Ten eerste, over individuele dossiers, of het gaat over ontwijking of over fraude, worden normaal geen uitspraken gedaan in de commissie. Ik heb mij er dan ook altijd van onthouden over individuele dossiers te spreken.

Inzake sommige individuele dossiers verkies ik ronduit mij daar niet persoonlijk over te informeren. Als er met die dossiers iets wordt gedaan door de administratie, staat de wet immers niet toe dat daar veel commentaar over wordt gegeven.

Ik beperk mij niet tot die disclaimer, omdat u vraagt naar mijn mening. In die discussies zijn we vaak beland in de schemerzone van fraude of van ontoelaatbare ontwijking. We hebben de grens inzake ontwijking en ontoelaatbaarheid verlegd door artikel 344 aan te passen. Rond Nieuwjaar steekt een drietal dossiers de kop op in de zone van ontwijking: een zeer vermogende Fransman, een vakbond en de koningin. Allereerst pleit ik ervoor om daar op dezelfde manier naar te kijken en daarover in dezelfde taal te spreken. Als het niet over fraude gaat, is de enige voor mij overblijvende vraag of het om een aanvaardbare ontwijking gaat in het licht van de wet.

Er waren dus drie dossiers met een fiscale implicatie. Met een fiscale constructie is niets mis: dat heb ik altijd gezegd in het Parlement en zal ik blijven zeggen. Zelfs David Cameron zegt nu ook iets luider dat sommige fiscale ontwijkingen niet langer aanvaardbaar zijn. Dat wordt internationaal steeds meer aanvaard, maar het betekent niet dat fiscale constructies per definitie verkeerd zijn. Of het nu gaat over een zeer vermogende Fransman of over een koningin of over een vakbond, zal mij worst wezen: er is een grens getrokken en die moet voor iedereen gelijk liggen. We moeten daarover in dezelfde termen spreken.

Hier wordt wel een extra element toegevoegd: als het gaat over vermogen dat op de eerste plaats met publieke middelen werd verworven, wordt dat gevoeliger voor de publieke opinie. Degenen die publieke middelen verwerven, en misschien enkel die, als grond van hun vermogen, zouden reflexen aan de dag moeten leggen die niet per se aan anderen worden gevraagd. Dat is wel mijn persoonlijke

02.02 **John Crombez**, secrétaire d'État: Normalement, les dossiers individuels ne font pas l'objet de déclarations.

Dans ce type de discussions, nous nous trouvons souvent dans la zone grise de la fraude ou de l'évasion fiscale inadmissible. Nous avons réduit cette marge en adaptant l'article 344. Aux environs du nouvel an, trois dossiers d'évasion fiscale ont fait la une de l'actualité: l'un relatif à un Français très fortuné, un autre relatif à un syndicat et celui de la veuve du Roi.

Une construction fiscale ne pose pas de problème en soi mais à l'échelle internationale, certaines évasions fiscales sont de moins en moins acceptées. Les limites que nous avons fixées doivent être les mêmes pour tout le monde.

Dans ce cas-ci, il s'agit également d'un patrimoine acquis en premier lieu avec des fonds publics et l'opinion publique y est bien entendu plus sensible. Je suis d'avis que ceux qui acquièrent des moyens publics doivent avoir la correction de les gérer avec beaucoup plus de circonspection. Même si les constructions fiscales peuvent être autorisées d'un point de vue juridique, ces personnes devraient avoir le réflexe moral de se rendre compte que la population qui a elle-même fourni ces moyens publics, est très sensible à ce problème. Dans

mening. Zij moeten dat veel beter bewaken. Ik weet niet welk deel van welk vermogen in welke stichting vanuit publieke middelen is opgebouwd of vanuit andere bronnen als erfenissen komt. We weten wel allemaal dat in dit geval de publieke middelen werden gegeven.

Inzake behandeling van fiscale constructies, zelfs indien die juridisch toelaatbaar zijn, zouden de personen in kwestie in dergelijke situatie meer reflexen aan de dag mogen leggen – of dat nu ethisch of moreel of wat dan ook wordt genoemd, doet er niet toe – en mogen beseffen dat een constructie opzetten om niet bij te dragen aan wat in de wetboeken wordt opgelegd, gevoelige materie is voor de bevolking die in die publieke middelen heeft voorzien. Dat is mijn persoonlijke reactie bovenop de vraag hoe we daarheen moeten kijken. Aanvaardbaar of niet, de wet is de wet, maar in sommige gevallen is er meer dan de wet.

02.03 Theo Francken (N-VA): Ik ben het met u eens, mijnheer de staatssecretaris dat de wet de wet is, al hebt u het een en ander zelf genuanceerd. Ik vind alleszins het verhaal van Bernard Arnault totaal anders dan dat van koningin Fabiola of van de vakbond. Immers, koningin Fabiola krijgt geld van de overheid, omdat zij koningin-weduwe is en toch een functie zou moeten uitoefenen als rolmodel. Wie zal zich nu nog storen aan het ontduiken van successierechten als zelfs de koningin het doet.

U hebt een en ander genuanceerd en ik vind toch een grond om de zaak enigszins anders te benaderen. U maakt een interessante beschouwing, die ik overigens deel. Maar in de praktijk bestaat het Fonds Astrida nog altijd. Zij brengt daar kapitaal in onder en optimaliseert zo de successierechten en ontduikt successierechten. Of misschien is ontduiken niet de juiste term. Ik ben geen fiscalist dus sta me toe dat ik een fout maak in de terminologie. In elk geval ze betaalt geen successierechten, daar kunnen we het over eens zijn.

Via een constructie, een stichting, betaalt ze geen successierechten. Ze zal ze niet betalen, ook al heeft ze een stichting opgedoekt. Alles is gewoon naar een andere stichting versluisd. Het zal zo blijven.

De regering heeft ingegrepen en haar dotatie gedeeld door drie. Toch blijft die aanzienlijk: bijna 500 000 euro per jaar; daar moeten we ook eerlijk over zijn. Daar kan ze wel mee rondkomen. Daarbij krijgt ze nog een kasteel.

Mijn vraag is heel concreet. De regering kan dan wel de daad bij het woord voegen en iets doen aan de stichting Astrida, die nog steeds bestaat. Dat is nu een publieke stichting. Die is na de dood van koning Boudewijn opgericht. Ik weet dat de mentaliteit toen in dit land helemaal anders, heel emotioneel, was. Dat is toen zonder de minste ruis door het Parlement goedgekeurd. Dat is goedgekeurd door de minister van Justitie en zo is het een stichting van publiek nut geworden. Toch blijft het een feit dat zij zo successierechten zal ontduiken of niet betalen. Dat vind ik in deze tijd niet te verantwoorden.

02.04 Staatssecretaris John Crombez: De woordkeuze is wel belangrijk. U stelt mij een vraag en ik blijf herhalen dat ik iedereen op dezelfde manier behandeld wil zien. Ik ben bevoegd voor fraudebestrijding. Waarom is dat belangrijk? Als u in uw inleiding zegt

certain cas, j'estime qu'il n'y a pas que la loi à prendre en considération.

02.03 Theo Francken (N-VA): Il est évidemment exact qu'aucun fait inadmissible n'a été commis du point de vue légal mais qui se privera d'éviter les droits de succession si même la veuve du Roi, qui reçoit tout son argent de l'État, peut le faire? Le secrétaire d'État dit la même chose à présent, mais la construction fiscale continue évidemment d'exister. La reine Fabiola n'a toujours pas l'intention de laisser ses héritiers payer des droits de succession. La fondation Fons Pereos a été dissoute mais l'ensemble a tout simplement été transféré vers une autre fondation.

Le gouvernement a réduit de deux tiers la dotation de la reine Fabiola mais celle-ci recevra tout de même 500 000 euros par an et un château pour y vivre. Le gouvernement joindra-t-il le geste à la parole et prendra-t-il une mesure concernant la fondation Astrida? Cette fondation d'intérêt public a été constituée après la mort du roi Baudouin avec l'accord du Parlement.

02.04 John Crombez, secrétaire d'État: Je suis compétent en matière de lutte contre la fraude fiscale. La construction en

dat de constructie – dat zijn uw woorden – juridisch perfect legaal is, dan kunt u niet spreken over ontduiking. Als u het daar niet over hebt, dan kunt u moeilijk aan mij vragen wat ik met die stichting zal doen, ook al is die perfect juridisch legaal. Er is hier geen sprake van ontduiking.

Verder in uw betoog had u het over een verschil. Ik heb gezegd dat ik beleidsmatig iedereen gelijk wil behandelen, maar ik heb daarbij een persoonlijke mening gegeven over dat verschil.

question est parfaitement légale, juridiquement parlant, et je dois m'en tenir au principe de l'égalité de traitement. Il n'est pas question de fraude en l'occurrence.

Puisqu'il n'est nullement question d'éluder l'impôt, je ne puis évidemment rien entreprendre à l'encontre de cette fondation. Je souhaite traiter chacun sur un pied d'égalité et les constructions fiscales sont autorisées. Toutefois, je suis personnellement d'avis que le cas qui nous occupe est différent.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

03 Question de M. Benoît Drèze au secrétaire d'État à la Lutte contre la fraude sociale et fiscale, adjoint au premier ministre, sur "les recettes de la lutte contre la fraude fiscale" (n° 19855)

03 Vraag van de heer Benoît Drèze aan de staatssecretaris voor de Bestrijding van de sociale en de fiscale fraude, toegevoegd aan de eerste minister, over "de opbrengst van de strijd tegen de fiscale fraude" (nr. 19855)

03.01 Benoît Drèze (cdH): Monsieur le président, je vous remercie pour votre accueil. C'est effectivement ma première question orale sous cette législature.

Monsieur le secrétaire d'État, selon une étude réalisée par l'ULB en 2010 qui visait à estimer la fraude fiscale en Belgique, la perte de recettes fiscales en Belgique en 2008 se situerait dans une fourchette de 15 à 20 milliards d'euros, soit de 5 % à 6 % du PIB.

Une étude plus récente demandée par la Commission européenne aux instituts CASE et CPB se focalise sur la fraude à la TVA en Belgique. Cette dernière avoisinerait en 2011 les 5 milliards d'euros, soit 1,3 % du PIB. Ce chiffre, quoique important, nous place dans la moyenne européenne. Cependant, si l'on compare avec 2001, il est en augmentation.

L'étude de l'ULB suggère également que "le faible niveau de pression exercée par les contrôles fiscaux sur les contribuables belges joue un rôle non négligeable dans l'explication des taux élevés de fraude fiscale en Belgique par rapport aux autres pays européens. La mise à disposition de moyens plus importants (comme c'est notamment le cas en France) permettrait à l'administration fiscale belge d'effectuer des contrôles fiscaux plus intensifs, mieux ciblés et plus dissuasifs et d'ainsi mieux prévenir et lutter contre la fraude fiscale".

Récemment, la presse a relayé le fait que plusieurs affaires en matière de fraude fiscale dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles avaient été touchées par la prescription, et cela pour des montants portant sur plusieurs millions d'euros.

Monsieur le secrétaire d'Etat, avez-vous des estimations concernant l'ampleur de la fraude fiscale en Belgique? Quel est le pourcentage de

03.01 Benoît Drèze (cdH): Volgens een studie van de ULB over fiscale fraude zou die in 2008 tot een verlies van 15 à 20 miljard euro aan belastingontvangsten hebben geleid, dat is 5 à 6 procent van het bbp. Meer recent werd btw-fraude onder de loep genomen, waarmee in 2011 een bedrag van zo'n 5 miljard euro gemoeid was. Hoewel er zich op dat vlak een stijging voordoet, situeren we ons met dat cijfer in het Europese gemiddelde. Nog volgens de studie van de ULB zouden de fiscale controles onvoldoende ontradend werken en zou de belastingadministratie extra middelen moeten krijgen.

Welke omvang neemt de fiscale fraude in ons land aan? Wat is het aandeel van de btw-fraude daarin? Hoe staat het met het aantal zaken inzake fiscale fraude die verjaard zijn en welke inkomsten is de overheid daardoor misgelopen? Komt het eenheidsloket er in 2015?

la fraude à la TVA dans le total? Dans ce domaine spécifique de la fraude à la TVA, quelles mesures avez-vous prises pour inverser la tendance? Avez-vous des estimations récentes sur le nombre d'affaires prescrites en matière de fraude fiscale et sur le manque à gagner pour l'État fédéral de ces procédures qui n'ont pas abouti? Le guichet unique TVA annoncé pour 2015 sera-t-il prêt à temps?

03.02 John Crombez, secrétaire d'État: Monsieur le président, monsieur Drèze, il y a une différence entre les chiffres que nous recevons directement via les contrôles avec rapport et l'impact des mesures qui sont très difficiles à quantifier. En effet, lorsque tout se déroule correctement, les données sont entrées dans la base fiscale ou sociale.

J'ai d'abord demandé au ministre des Finances de solliciter le Conseil supérieur des Finances pour établir une méthodologie permettant de donner des réponses stables dans le temps au type de questions que vous posez. À l'heure actuelle, cette méthodologie n'est pas encore définie, mais c'est compréhensible étant donné la difficulté de la chose.

Deuxièmement, je vous communiquerai une note utilisée en interne se rapportant tant aux effets directs qu'aux effets indirects, aux chiffres et renseignements concernant les carrousels à la TVA, les plus connus, et les suppléments ISI en tant qu'effets directs; en outre, elle contient des estimations de ce que nous essayons de mesurer.

En ce qui concerne la fraude fiscale en Belgique, globalement, c'est la Commission européenne qui constitue la source la plus récente de connaissance. Son président a déclaré que la fraude couvrirait 1 000 milliards d'euros pour toute l'Europe dont 30 milliards échappaient annuellement aux caisses de l'État belge.

Est-ce exact? Ce ne peut jamais être parfaitement exact, mais il s'agit d'une étude homogène réalisée pour l'Europe selon une source externe, qui est la présidence de la Commission européenne.

Le montant est donc un peu plus élevé qu'initialement prévu. En effet, lorsque la question du manque à gagner des caisses de l'État dû à la fraude fiscale m'avait été posée, j'avais répondu qu'il s'agissait d'au moins 20 milliards. La vérité se situe peut-être entre ces deux montants.

Quel est le pourcentage de la fraude à la TVA dans le total? Il est extrêmement difficile à déterminer.

Voilà dix ans, la perte due aux carrousels à la TVA était proportionnellement énorme avec plus de 1 milliard d'euros perdus annuellement. Les derniers chiffres indiquent à présent 18 millions.

Pour faire référence à des cas prescrits de certains carrousels à la TVA – et j'estime que la justice a commis une véritable débâcle en communiquant certaines informations –, juste avant l'été, deux cas qui se sont terminés sans suite, pour le dire ainsi, valaient déjà davantage que la perte subie en 2012.

Actuellement, nous allons dans le bon sens. Bien sûr, nous subissons encore l'héritage d'anciens dossiers de l'époque où les pertes étaient

03.02 Staatssecretaris John Crombez: Het is erg moeilijk de impact van de antifraude-maatregelen te becijferen. Ik heb de minister van Financiën verzocht de Hoge Raad van Financiën te vragen een methode uit te werken die moet zorgen voor een zekere continuïteit in de antwoorden op dit soort vragen.

Ik zal u een interne nota laten bezorgen waarin nader ingegaan wordt op de rechtstreekse en onrechtstreekse effecten.

Volgens de meest recente raming van de omvang van de fiscale fraude in België, die afkomstig is van de voorzitter van de Europese Commissie, gaat het over 30 miljard euro per jaar. Het aandeel van de btw-fraude in de totale fiscale fraude is moeilijker te bepalen. Tien jaar geleden liepen we meer dan één miljard euro per jaar mis als gevolg van de btw-carrousels. Sindsdien konden die verliezen dankzij onze aanpak beperkt worden, maar we hebben een aantal oude dossiers geërfd uit de periode waarin die verliezen zeer hoog opliepen. We weten dat de btw-kloof (de btw-opbrengsten die we zouden moeten innen) in België groter is dan in andere EU-landen.

We nemen tal van maatregelen die een impact hebben op de zwarte economie.

De identificatienummers in de Kruispuntbank van Ondernemingen, de verlaging van de drempels voor cash, de maatregelen in de sector van de edelmetalen, dat alles heeft een impact. De zwarte economie kent een teruggang in ons land en de verliezen door fraude nemen af, zelfs tijdens de

énormes en ce qui concerne les carrousels à la TVA.

tweede crisisperiode.

Quant à la totalité, je ne puis vous répondre: je ne sais pas. Néanmoins, le ministre des Finances a révélé que la marge de TVA non encaissée en Belgique est plus élevée que dans d'autres pays.

Op uw vraag over het eenheidsloket kan ik geen antwoord geven. Daarvoor moet u zich tot de minister van Financiën richten.

Pour ce qui concerne la TVA, différentes mesures sont prises. Ma réponse rejoint celle que je viens de fournir: nous prenons beaucoup de mesures qui ont un impact sur l'ensemble de l'économie au noir.

Le fait d'éviter certaines constructions, comme l'exemple que j'ai donné relatif aux numéros de la Banque-Carrefour des Entreprises, la diminution des seuils pour le cash, les mesures dans le secteur des métaux précieux, toutes ces mesures ont chacune un impact sur la TVA. L'économie au noir a tendance à diminuer en Belgique depuis le gouvernement actuel mais déjà auparavant. La base pour les pertes liées aux fraudes est en diminution. La dernière estimation dépasse légèrement les 16 % et continue à diminuer malgré la période de crise 2011-2013.

Une question que je n'ai peut-être pas abordée concerne le guichet unique TVA en cours de préparation et prévu pour 2015. Je ne dispose actuellement pas des éléments pour pouvoir y répondre en détail. Cette question relève du ministre des Finances.

03.03 **Benoît Drèze** (cdH): Monsieur le secrétaire d'État, je vous remercie pour vos réponses. Je regarderai votre note avec beaucoup d'intérêt et reviendrai éventuellement sur la question.

L'incident est clos.
Het incident is gesloten.

La réunion publique de commission est levée à 11.42 heures.
De openbare commissievergadering wordt gesloten om 11.42 uur.